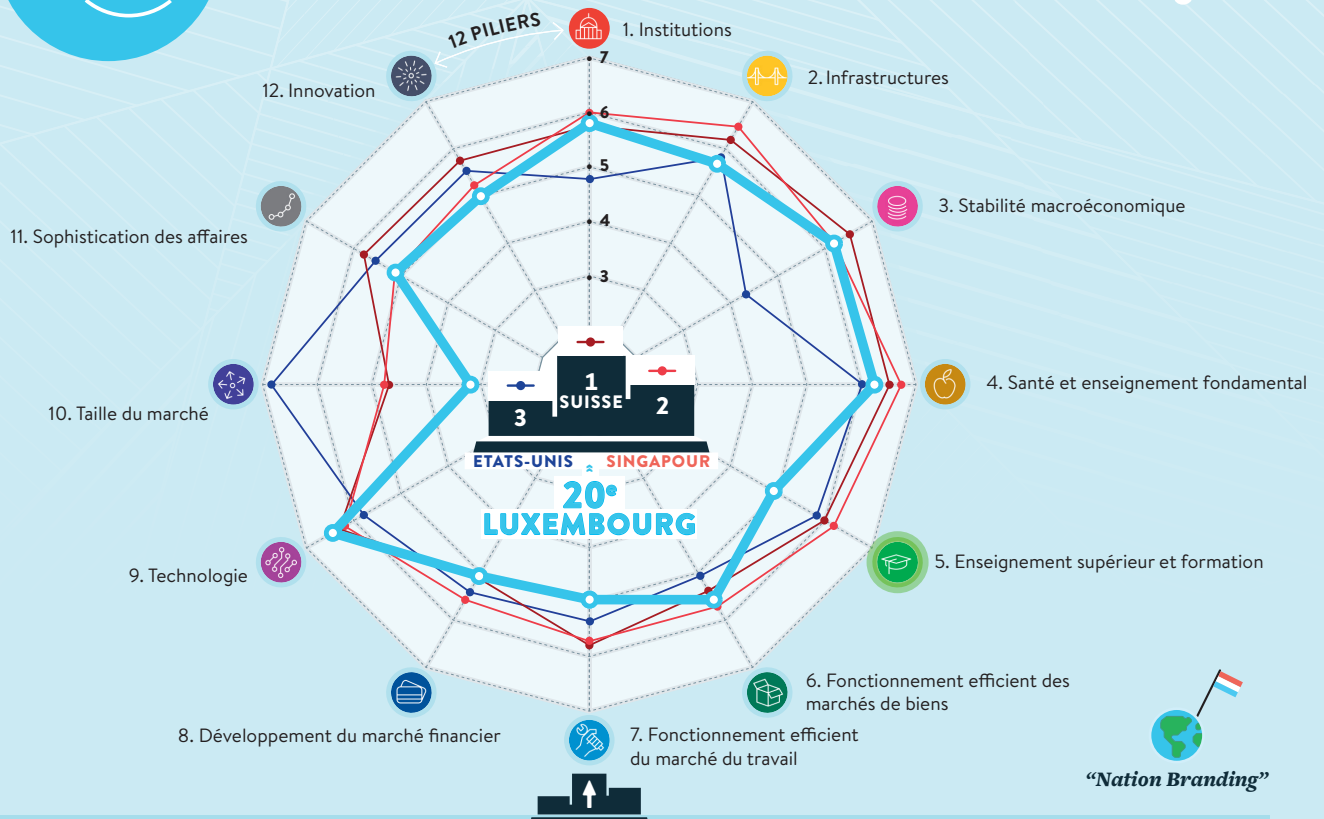


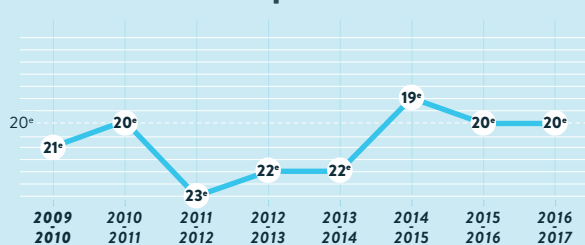


Pour un Luxembourg classé au TOP!



« Et le Luxembourg ? Une position perfectible ! »

Historique : TOP 20



Et demain : TOP 10?

Maximiser l'effet de levier par des actions limitées sur les domaines présentant le plus grand écart avec les challengers du TOP :

- Éducation et formation
- Recherche et brevets
- Infrastructures
- Marché du travail et salaires
- Marché des produits et compétitivité
- Cadre réglementaire et administratif

Comment améliorer la position du Luxembourg dans le classement ?

1

Corriger les biais de mesure en communiquant avec le WEF pour coller à la situation du pays
Par exemple : le taux d'accès à l'éducation supérieure est sous estimé car la majorité des étudiants nationaux part à l'étranger

2

Améliorer la perception des chefs d'entreprise par un travail d'image et de communication... car certains indicateurs sont collectés auprès des entrepreneurs.

3

Mais SURTOUT en travaillant sur nos points faibles ensemble
Une amélioration n'est possible qu'en collaborant avec toutes les forces vives du pays.



CRÉER UN GROUPE DE TRAVAIL AU SEIN DE L'OBSERVATOIRE DE LA COMPÉTITIVITÉ

NE PAS COURIR PLUSIEURS LIÈVRES À LA FOIS

Productivité : tellement de désaccords : non pas tant que cela !

Une fois n'est pas coutume ce Document de travail de la Fondation IDEA pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses.

Beaucoup d'observateurs s'inquiètent de ce que la productivité horaire du travail ait connu un ralentissement marqué depuis la crise dans l'ensemble des pays développés - à l'exception notable de l'Espagne du fait de l'implosion de son secteur immobilier caractérisé par une faible productivité.

UNE FAIBLESSE DES GAINS DE PRODUCTIVITÉ CONSTATÉE PLUS QU'EXPLIQUÉE

Entre les économistes qui considèrent qu'elle résulte de fragilités statistiques et de l'incapacité des outils usuels à « saisir » les gains de productivité relevant de la transformation numérique de l'économie, ceux pour qui l'explication est à chercher du côté d'un manque de « réformes structurelles », ceux qui y voient le résultat de l'avènement des « inventions gadget » voire la fin du progrès technologique, et ceux qui soutiennent que c'est la conséquence d'une phase d'apprentissage avant une nouvelle vague de forts gains de productivité basée

sur l'exploitation optimale des nouvelles avancées scientifiques dans les domaines des transports, de la santé, de la communication, de l'énergie, de l'environnement, de la finance, de la robotique et de l'intelligence artificielle, il est pour le moins difficile d'avoir un avis tranché sur la question.

DEUX EXPLICATIONS SUPPLÉMENTAIRES À LA STAGNATION DU LUXEMBOURG

On relève une rétention de l'emploi (*labour hoarding*) compte tenu de la taille d'une part de l'économie et des difficultés pour recruter du personnel qualifié, et de possibles **changements structurels réducteurs de croissance de la productivité durant la crise** (moindre dynamisme du secteur financier, progression de secteurs à moindre niveau de productivité (hébergement, restauration et commerce, santé humaine et action sociale, activités de services administratifs et de soutien)).

DÉPASSER LES RECOMMANDATIONS USUELLES POUR RENOUER AVEC LA PROGRESSION DES GAINS DE PRODUCTIVITÉ

Comment œuvrer dans ce contexte d'incertitudes afin de renouer avec la progression des gains de productivité au Luxembourg ? En passant en revue les recommandations usuelles (investissements dans la R&D, éducation, réformes structurelles concernant le marché du travail et des produits), il semble qu'il faille les dépasser - sans pour autant les négliger - car « il n'est plus du tout garanti que les avancées technologiques et les innovations dans les processus et les modèles économiques qui en découlent se traduiront automatiquement par une amélioration des performances économiques et une plus forte croissance de la productivité », « les gains (passés) liés à la massification des études ne pourront pas être forcément reproduits à la même échelle à l'avenir », et parce que « les liens entre les réformes structurelles et la productivité sont en réalité ambigus ». Il est par conséquent proposé dans cette publication **7 autres éléments** qui pourraient venir renforcer la fonction objective des politiques en faveur de la productivité au Grand-Duché.

